

§ 3. Le point 5 de la même annexe est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les conditions prévues au point 2, a, ci-dessus, les attestations des autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne sanctionnant l'équivalence respective des titres de formation délivrés à partir du 8 mai 1945 par les autorités compétentes de la République démocratique allemande avec les titres figurant audit point 2, a."

Art. 4. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars-1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

§ 3. Punt 5 van dezelfde bijlage wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De attesten van de bevoegde autoriteiten van de Bondsrepubliek Duitsland ter bewijze van de respectieve gelijkwaardigheid van de na 8 mei 1945 door de bevoegde autoriteiten van de Duitse Democratische Republiek afgegeven opleidingstitels met de hierboven in punt 2, a, opgesomde titels, op de in dit punt vermelde voorwaarden."

Art. 4. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

F. 95 - 2052

[S - C - 16070]

7 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel concernant l'agrément de stations ou laboratoires qui effectuent certains essais et analyses en rapport avec des pesticides à usage agricole

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture;

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la Directive 91/414/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, modifiée par les Directives 93/71/CEE de la Commission des Communautés européennes du 27 juillet 1993 et 94/37/CE de la Commission des Communautés européennes du 22 juillet 1994;

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole, notamment l'article 11;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de permettre sans retard aux personnes répondant aux critères imposés, d'effectuer des essais et analyses en vue de l'agrément des pesticides à usage agricole,

Arrête :

Article 1er. Pour être pris en considération par le Comité d'agrément visé à l'article 9 de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole, les essais et analyses suivants, menés en Belgique, doivent être effectués par une personne physique ou morale préalablement agréée par le Ministre de l'Agriculture :

1) l'efficacité des pesticides à usage agricole et les effets de ces produits sur le rendement des végétaux et produits végétaux;

2) les effets des pesticides à usage agricole sur la qualité des végétaux et des produits végétaux;

3) les effets des pesticides à usage agricole sur les processus de transformation des végétaux et des produits végétaux traités;

4) la phytotoxicité des pesticides à usage agricole à l'égard des végétaux et des produits végétaux traités et leur incidence sur les cultures suivantes dans la rotation, les autres végétaux, en ce compris les cultures limitrophes;

N. 95 - 2052

[S - C - 16070]

7 APRIL 1995. — Ministerieel besluit betreffende de erkenning van stations of laboratoria die bepaalde proeven en analyses verrichten met betrekking tot bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de Richtlijn 91/414/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1991 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen, gewijzigd bij de Richtlijnen 93/71/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 27 juli 1993 en 94/37/EG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 22 juli 1994;

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het verkopen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de personen die beantwoorden aan de opgelegde criteria zonder verwijl in de mogelijkheid moeten worden gesteld om proeven en analyses te verrichten met het oog op de erkenning van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik;

Besluit :

Artikel 1. Om in aanmerking te kunnen worden genomen door het Erkenningscomité, bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik, moeten de volgende in België verrichte proeven en analyses uitgevoerd worden door een vooraf door de Minister van Landbouw erkende natuurlijke of rechtspersoon :

1) de werkzaamheid van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik en de effecten van deze middelen op de opbrengst van planten en plantaardige producten;

2) de effecten van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik op de kwaliteit van planten en plantaardige producten;

3) de effecten van met bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik behandelde planten en plantaardige producten op verwerkingsprocessen;

4) fytotoxiciteit bij met bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik behandelde planten en plantaardige producten, effecten op volggewassen, effecten op andere planten, inclusief gewassen op aangrenzende velden;

5) l'incidence des traitements au moyen des pesticides à usage agricole sur les végétaux et les produits végétaux destinés à la multiplication;

6) les effets des pesticides à usage agricole et des substances actives à l'égard des abeilles et des autres arthropodes utiles, pour autant que la personne concernée ne dispose pas d'un certificat GLP couvrant ce domaine d'application.

Art. 2. Pour obtenir et conserver leur agrément, les personnes visées à l'article 1er doivent satisfaire aux exigences suivantes :

1) disposer du personnel scientifique et technique suffisant et présentant une formation, une connaissance technique et une expérience suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées; ce personnel doit se trouver sous la direction d'un directeur d'études, lui-même en possession d'un diplôme d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, de bio-ingénieur, d'ingénieur industriel agricole ou de licencié en biologie; pour l'exécution des essais visés à l'article 1er au cours desquels le produit étudié est mis dans l'environnement, le directeur d'études, en possession d'un diplôme d'ingénieur industriel agricole ou de licencié en biologie, doit en outre faire la preuve d'une expérience d'au moins 2 ans dans la matière; le curriculum vitae du personnel ainsi que la description de toutes les fonctions et responsabilités liées à la réalisation des essais et analyses seront disponibles et tenus à jour; le personnel recevra une formation continue, au moins dans les domaines de l'expérimentation phytosanitaire dans le cas visé à l'article 1er point 1), 4) et 5) et de la sécurité (pour l'expérimentateur et l'environnement), qui sera renseignée dans le curriculum vitae;

2) disposer de l'équipement approprié nécessaire pour une exécution correcte des essais et des mesures qu'il prétend être à même de réaliser; cet équipement doit être correctement entretenu et calibré le cas échéant avant et après sa mise en service conformément à un programme établi; par appareil, un registre doit être tenu à jour dans lequel tous les entretiens et étalonnages seront enregistrés;

3) avoir à sa disposition des champs d'essais appropriés et, si nécessaire, des serres, des chambres de croissance ou des locaux de stockage; l'environnement dans lequel les essais sont réalisés ne doit pas fausser les résultats ou nuire à la précision exigée de la mesure;

4) le personnel concerné doit disposer :

a) des modes opératoires, notamment en ce qui concerne :

- la gestion des produits;
- l'utilisation et le réglage du matériel de pesée;
- l'utilisation du matériel de mesure de volume;
- l'utilisation, l'entretien, le contrôle et le réglage du matériel d'analyse et de traitement;

et dans le cas d'essais où le produit est mis dans l'environnement, en ce qui concerne :

- l'installation d'un essai;
- l'application du produit;
- l'enregistrement des données;
- l'utilisation et l'entretien du matériel de semis ou de plantation;
- l'utilisation et l'entretien du matériel de récolte;

b) du protocole d'essai : objectif de l'essai, produit d'essai et produit de référence, doses à appliquer, localisation et orientation de l'essai dans le champ ou la serre, localisation géographique précise du champ ou de la serre, plan d'essai (dimensions des parcelles, nombre de répétitions, sentiers, etc. ...);

5) dans le cas d'essais dans lesquels le produit testé est mis dans l'environnement, il y a lieu de communiquer au Service Inspection des Matières Premières, au plus tard au démarrage de chaque essai, les données complètes d'identification de l'essai (localisation précise et numéro d'ordre), les produits qui sont mis en expérimentation ainsi que le plan de l'essai, de manière à permettre un contrôle; les essais abandonnés en cours d'expérimentation doivent être signalés dans les 48 heures au Service Inspection des Matières Premières, ainsi que la raison de l'abandon;

6) la qualité du travail doit correspondre tout à fait au type, à la portée, à l'ampleur et au but poursuivi; le nombre des essais doit également être adapté à la capacité de l'exécutant, du personnel et du matériel, afin d'assurer une qualité suffisante;

7) un rapport d'essais ou d'analyses complet, répondant aux exigences du Comité d'agrégation, doit être élaboré pour chaque essai ou analyse mise en place;

5) de effecten van de behandeling met bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik op planten of plantaardige produkten die voor vermenigvuldiging worden gebruikt;

6) de effecten van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik en van werkzame stoffen op bijen en andere nuttige arthropoden, voor zover de betrokken persoon niet over een GLP-certificaat beschikt met betrekking tot dit toepassingsgebied.

Art. 2. Om de erkenning te bekomen en te behouden moeten de in artikel 1 bedoelde personen aan de volgende vereisten beantwoorden :

1) beschikken over voldoende wetenschappelijk en technisch personeel met de nodige opleiding, oefening, technische kennis en ervaring voor de hun toegewezen functies; dit personeel staat onder leiding van een studiedirecteur die houder is van het diploma van landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de landbouw-industrieën, bio-ingenieur, industrieel ingenieur land- of tuinbouw of licentiaat in de biologie; voor het uitvoeren van proeven zoals bedoeld in artikel 1 waarbij het bestudeerde middel in het milieu wordt gebracht, dient een studiedirecteur die houder is van het diploma van industrieel ingenieur land- of tuinbouw of van licentiaat in de biologie daarenboven te beschikken over een ervaring van minstens 2 jaar terzake; het curriculum vitae van het personeel, evenals een beschrijving van alle taken en verantwoordelijkheden bij het verrichten van de proeven en analyses, zullen beschikbaar zijn en bijgehouden worden; het personeel zal een voortdurende vorming krijgen, ten minste op het vlak van de fytosanitaire proeftechnieken in het geval bedoeld in artikel 1 onder 1), 4) en 5) en van de veiligheid (voor de uitvoerder en voor het milieu), die zal vermeld worden in het curriculum vitae;

2) beschikken over de nodige geschikte apparatuur om de proeven, analyses en metingen waarvoor hij naar eigen zeggen bevoegd is, correct uit te voeren; de apparatuur moet goed zijn onderhouden en, waar relevant, zijn geijkt alvorens deze in gebruik wordt genomen, en moet vervolgens worden onderhouden en geijkt volgens een vastgesteld schema; per toestel moet een boekje bijgehouden worden waarin alle onderhoud en ijkingen opgetekend worden;

3) beschikken over de nodige geschikte proefvelden en, zo nodig, over kassen, kweekkasten of opslagplaatsen; de omgeving waarin de proeven worden uitgevoerd, mag de uitkomsten niet vertekenen noch de vereiste nauwkeurigheid van de meting ongunstig beïnvloeden;

4) het betrokken personeel moet beschikken over :

a) de voor de proeven te gebruiken methoden, inzonderheid met betrekking tot :

- het beheer van de middelen;
- het gebruik en de afstelling van het weegmaterieel;
- het gebruik van het materieel voor het meten van de inhoud;
- het gebruik, het onderhoud, de controle en het afstellen van het ontledings- en behandelingsmaterieel;

en, in het geval van proeven waarbij het middel in het milieu wordt gebracht, met betrekking tot :

- het aanleggen van de proef;
- de toepassing van het middel;
- het registreren van de gegevens;
- het gebruik en het onderhoud van het zaai- of plantmaterieel;
- het gebruik en het onderhoud van het oogstmaterieel;

b) het proefprotocol : doelstelling van de proef, proefprodukt en referentieprodukt, toe te passen doses, precieze geografische lokalisatie van het veld of de kas, lokalisatie en oriëntatie van de proef in het veld of de kas, proefplan (afmetingen van de percelen, aantal herhalingen, paden, enz. ...);

5) in het geval van proeven waarbij het geteste middel in het milieu wordt gebracht moeten, ten laatste bij het starten van elke proef, aan de Dienst Inspectie van de Grondstoffen volledige gegevens ter identificatie van de proef worden verstrekt (precieze lokalisatie en volgnummer), met vermelding van de middelen die in de proef zijn opgenomen en van het proefplan, ten einde controle toe te laten; het voortijdig stopzetten van de proeven moet binnen de 48 uur eveneens aan de Dienst Inspectie van de Grondstoffen worden gemeld, met opgave van de redenen;

6) de kwaliteit van het werk moet volkomen aan het type, het bereik, de omvang en het nagestreefde doel beantwoorden; het aantal proeven moet eveneens aangepast zijn aan de capaciteit van de uitvoerder wat personeel en materiaal betreft, ten einde een voldoende kwaliteit te verzekeren;

7) een volledig proef- of ontledingsverslag, dat beantwoordt aan de vereisten van het Erkenningscomité, moet voor elke proef of ontleding opgesteld worden;

8) l'ensemble des observations initiales, calculs et données dérivées, ainsi que les enregistrements relatifs à l'étalonnage et le rapport final de l'essai, doivent être conservés aussi longtemps que le produit concerné est autorisé par un des Etats membres de la Communauté européenne.

Art. 3. La demande d'agrément doit être adressée, en deux exemplaires au Service d'Inspection des Matières Premières avec mention des points de l'article 1er, de 1) jusque 6) sur lesquels elle porte, de la nature des végétaux et produits végétaux et du mode d'application des produits. Elle doit être accompagnée de tous les renseignements qui sont nécessaires pour démontrer que le demandeur répond effectivement aux exigences mentionnées dans l'article 2, sous 1) jusqu'à 8).

Lorsque la demande émane d'une personne morale, il y a lieu de joindre les statuts et la composition du conseil d'administration. Chaque modification est communiquée sans délai au Service précité.

Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration du responsable que :

— le personnel impliqué dans les essais et analyses n'est soumis à aucune pression commerciale, financière ou autre pouvant influencer son jugement technique;

— la rémunération du personnel chargé d'effectuer les essais et analyses ne dépend ni du nombre d'essais et analyses effectués, ni du résultat de ces essais et analyses.

Art. 4. Lors d'une inspection, il est vérifié si le demandeur répond aux exigences et est en mesure de travailler conformément aux principes repris à l'article 2. Cette inspection est effectuée dans un délai de 6 mois après réception de la demande en bonne et due forme, par une équipe d'au moins 3 inspecteurs qui sont agents du Ministère de l'Agriculture, éventuellement accompagnés d'experts, et désignés à cet effet par le Comité d'agrément.

A l'issue de l'inspection, les fonctionnaires dont question à l'alinéa précédent, établiront un rapport écrit confidentiel basé sur leurs constatations. Ils adresseront ce rapport au Comité d'agrément, qui émettra ensuite son avis au Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre. Le Ministre décide de l'octroi de l'agrément. La décision, ainsi qu'une copie du rapport d'inspection, sont ensuite adressées, sous pli recommandé, au demandeur.

Art. 5. Le demandeur s'engage :

1° à fournir tous les renseignements nécessaires pour les inspections et les contrôles;

2° à accorder aux agents et aux experts visés à l'article 4, 1er alinéa, libre accès à la station, au laboratoire et à tout endroit où les essais et analyses sont effectués afin de leur permettre de vérifier si les exigences imposées dans l'article 2 sont remplies.

Art. 6. Lorsque le Ministre décide que l'agrément ne peut être accordé, il en communique les motifs par lettre recommandée, au demandeur.

Celui-ci peut faire valoir ses moyens contre ces motifs par une lettre de réclamation adressée au Ministre sous pli recommandé, endéans les 30 jours de la notification. La lettre de réclamation doit mentionner tous les éléments qui doivent permettre de juger les moyens décrits. Le recours est examiné endéans les 30 jours par le Comité d'agrément. Le Comité d'agrément peut décider de ne remettre son avis qu'après une deuxième visite d'inspection, qui doit avoir lieu endéans les 60 jours à dater de la réception du recours. Le Comité d'agrément communique son avis au Ministre, le cas échéant, après avoir pris connaissance du rapport relatif à la deuxième inspection.

Le Ministre accorde l'agrément ou confirme son refus. La décision de refus doit être motivée et être adressée par lettre recommandée au demandeur endéans les 60 jours après réception de l'avis dont question à l'alinéa précédent.

Art. 7. § 1er. Une inspection sera effectuée au moins tous les 2 ans. Le Ministre retire l'agrément s'il apparaît que :

1° les exigences requises pour l'obtention de l'agrément ne sont plus remplies;

2° une information incorrecte ou trompeuse figurait parmi les données sur lesquelles l'agrément a été accordé.

8) de gegevens van alle oorspronkelijke waarnemingen en berekeningen, en de daarvan afgeleide gegevens, de ijkstaten, en het eindverslag van de proef moeten worden bewaard zolang het betrokken produkt is toegelaten in minstens één Lid-Staat van de Europese Gemeenschap.

Art. 3. De aanvraag tot erkenning moet in twee exemplaren gericht worden aan de Dienst Inspectie van de Grondstoffen. In de aanvraag moet worden aangegeven op welke van de in artikel 1 van 1) tot 6) opgesomde punten zij betrekking heeft, evenals de aard van de planten en plantaardige produkten en de wijze van toepassing van de produkten. Zij moet alle gedetailleerde informatie verstrekken die nodig is om aan te tonen dat de aanvrager daadwerkelijk aan de in artikel 2 onder 1) tot 8) gestelde eisen voldoet.

Wanneer de aanvraag uitgaat van een rechtspersoon, moeten de statuten en de samenstelling van de raad van bestuur bij de aanvraag worden gevoegd. Elke wijziging ervan wordt zonder verwijl medege-deeld aan de voornoemde Dienst.

Deze aanvraag moet vergezeld zijn van een verklaring van de verantwoordelijke dat :

— het bij de proeven en analyses betrokken personeel aan geen enkele commerciële, financiële of andere druk blootstaat die zijn technische beoordeling zou kunnen beïnvloeden;

— de vergoeding van het met de proeven en analyses belaste personeel niet afhangt van het aantal verrichte proeven en analyses, noch van de resultaten van deze proeven en analyses.

Art. 4. Door middel van een inspectie wordt nagegaan of de aanvrager beantwoordt aan de vereisten en in staat is te werken overeenkomstig de in artikel 2 opgenomen beginselen. Deze inspectie wordt binnen de 6 maanden na ontvangst van een volgens de vorm ingediende aanvraag verricht door een ploeg van minstens 3 inspecteurs die ambtenaar zijn van het Ministerie van Landbouw, eventueel vergezeld van deskundigen, en die daartoe aangewezen zijn door het Erkenningscomité.

Na afloop van de inspectie stellen de ambtenaren bedoeld in het vorige lid, op basis van hun bevindingen een vertrouwelijk geschreven rapport op. Dit rapport richten ze aan het Erkenningscomité, dat vervolgens een advies verstrekt aan de Minister die de landbouw in zijn bevoegdheid heeft, verder de Minister genoemd. De Minister beslist over het verlenen van de erkenning. De beslissing en een kopie van het inspectierapport worden bij een ter post aangetekend schrijven naar de aanvrager gestuurd.

Art. 5. De aanvrager verbindt er zich toe :

1° alle inlichtingen te verstrekken die nodig zijn voor de inspecties en controles;

2° aan de in artikel 4, 1ste lid bedoelde ambtenaren en deskundigen vrije toegang te verlenen tot het station of laboratorium en alle plaatsen waar de proeven en analyses worden verricht ten einde hen toe te laten om na te gaan of aan de in artikel 2 gestelde eisen wordt voldaan.

Art. 6. Wanneer de Minister oordeelt dat de erkenning niet verleend kan worden, deelt hij de motieven daartoe, bij een ter post aangetekende brief, aan de aanvrager mede.

Deze kan zijn middelen tegen die motieven uiteenzetten in een bezwaarschrift dat hij binnen dertig dagen na de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief tot de Minister richt. Het bezwaarschrift, dat alle elementen moet bevatten die het mogelijk maken de aangehaalde middelen te beoordelen, wordt binnen de dertig dagen door het Erkenningscomité onderzocht. Het Erkenningscomité kan beslissen slechts advies te geven na een tweede inspectiebezoek, dat binnen de zestig dagen na ontvangst van het bezwaarschrift moet plaatsvinden. Het Erkenningscomité deelt zijn advies mee aan de Minister, waar relevant na kennis te hebben genomen van het verslag met betrekking tot de tweede inspectie.

De Minister kent de erkenning toe of bevestigt zijn weigering. De beslissing tot weigering moet met redenen omkleed zijn en bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de aanvrager worden gebracht binnen de 60 dagen na ontvangst van het advies bedoeld in het vorige lid.

Art. 7. § 1. Ten minste om de 2 jaar zal een controle-inspectie plaatsvinden. De Minister zal een erkenning intrekken indien blijkt dat

1° niet of niet meer wordt voldaan aan de eisen ter verkrijging van de erkenning;

2° onjuiste of misleidende informatie is verstrekt met betrekking tot de gegevens op basis waarvan de erkenning werd verstrekt.

§ 2. Le retrait de l'agrément est effectué en tenant compte des règles ci-après :

1° Le Ministre communique, par lettre recommandée, au demandeur, les motifs sur lesquels il se base pour retirer l'agrément ; le demandeur peut faire valoir ses moyens contre ces motifs par lettre de réclamation qu'il adresse, sous pli recommandé, endéans les 30 jours à dater de la notification, au Ministre, suivant la procédure décrite à l'article 6 ; le Ministre communique la lettre de réclamation, pour avis, au Comité d'agrément ;

2° Le Comité d'agrément communique son avis comme il est stipulé à l'article 6 ;

3° Le Ministre communique les motifs détaillés de sa décision au demandeur par lettre recommandée ; la décision prend effet immédiatement ; à compter de la date de notification de retrait de l'agrément, les essais et analyses en cours correspondant aux secteurs d'activités pour lesquels l'agrément est retiré, ne seront pas pris en considération par le Comité d'agrément.

Art. 8. L'agrément est personnel et incessible. Il est accordé pour une durée de cinq ans au maximum et peut être renouvelé un nombre indéfini de fois, chaque fois pour une période de cinq ans maximum. La demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant l'expiration de l'agrément.

Les agréments se rapportant au point 6 de l'article 1er, expireront toutefois définitivement le 31 décembre 1999.

Art. 9. En cas de sous-traitance pour une partie des essais ou analyses, le sous-traitant doit également avoir reçu l'agrément.

Art. 10. Le nom et l'adresse des personnes qui ont obtenu l'agrément sont publiés au *Moniteur belge*, avec indication de la durée de validité de l'agrément.

Le retrait d'un agrément est également publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le présent arrêté est d'application sans préjudice des dispositions du chapitre III, en matière d'importation et d'utilisation de produits pour essais à des fins de recherche et d'essais scientifiques, de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole.

Bruxelles, le 7 avril 1995.

A. BOURGEOIS

§ 2. De intrekking gebeurt met inachtneming van de hiernavolgende regels :

1° de Minister deelt de motieven waarop hij de intrekking meent te moeten gronden, bij een ter post aangetekende brief aan de betrokkene mede ; de betrokkene kan zijn middelen tegen die motieven uiteenzetten in een bezwaarschrift dat hij binnen dertig dagen na de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief volgens de procedure zoals bepaald in artikel 6 tot de Minister richt ; deze deelt het bezwaarschrift aan het Erkenningcomité voor advies mede ;

2° het Erkenningcomité verstrekt zijn advies zoals in artikel 6 bepaald is ;

3° de Minister brengt zijn met redenen omklede beslissing bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de betrokkene ; de beslissing heeft onmiddellijke uitwerking ; vanaf de datum van de kennisgeving van intrekking van de erkenning, zullen de lopende proeven en analyses met betrekking tot de activiteiten waarvoor de erkenning wordt ingetrokken, niet in aanmerking worden genomen door het Erkenningcomité.

Art. 8. De erkenning is persoonlijk en niet overdraagbaar. Zij wordt toegekend voor een duur van ten hoogste vijf jaar en kan een onbeperkt aantal keren vernieuwd worden voor een periode van telkens ten hoogste vijf jaar. De aanvraag tot vernieuwing moet ten minste zes maanden voor de erkenning vervalt ingediend worden.

De erkenningen met betrekking op punt 6) van artikel 1 vervallen echter definitief op 31 december 1999.

Art. 9. In geval van onderaanneming van een deel van de proeven of analyses, dient de onderaannemer de erkenning eveneens te hebben bekomen.

Art. 10. De naam en het adres van de personen die de erkenning hebben bekomen, worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, evenals de geldigheidsduur van de erkenning.

De intrekking van een erkenning wordt eveneens in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 11. Dit besluit is van toepassing onverminderd de bepalingen van hoofdstuk III inzake invoer en gebruik van proefprodukten met het oog op wetenschappelijke opzoeken en proefnemingen, van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik.

Brussel, 7 april 1995.

A. BOURGEOIS

F. 95 - 2053

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRANGER
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

23 JUIN 1995. - Arrêté royal
fixant le cadre organique de la carrière
du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment son article 33, A, § 1er ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 8 février 1995 ;

Vu l'avis motivé du 10 mai 1995 émis par le Comité de concertation de Base 500 ;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 29 mars 1995 ;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 mars 1995 ;

N. 95 - 2053

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

23 JUNI 1995. - Koninklijk besluit
tot vaststelling van de personeelsformatie
van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 33, A, eerste lid ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 1995 ;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 10 mei 1995 van het Basisoverlegcomité 500 ;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 maart 1995 ;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1995 ;